

Brèves d'info



BAS-RHIN

N°10 09/2015

Site web local : <http://www.fo-dgfip-sd.fr/067/>
Mél : fo.dr67@dgfip.finances.gouv.fr

Abonnez-vous à nos inFOs, c'est gratuit !!!

Contact : fo.dr67@dgfip.finances.gouv.fr

Salaires : - 0,7 %

Qui a dit privilégiés ?? !!

Une étude de l'INSEE confirme la baisse des salaires des fonctionnaires d'Etat.

Cette étude démontre que le salaire net moyen dans la Fonction publique d'Etat en 2013 s'élève à 2 469 euros, soit **une baisse de 0,7 % entre 2012 et 2013, en tenant compte de l'inflation.**

Le recul des salaires des fonctionnaires était de 0,8 % pour l'année 2012 !

Le fléchissement des salaires s'explique, d'une part par le gel du point d'indice en vigueur depuis 2010 qui sert au calcul des salaires des agents, et d'autre part par l'augmentation des cotisations retraites (retenues pour pension civile).

Pour FORCE OUVRIERE, seule la revalorisation de la valeur du point d'indice peut enrayer cette perte de pouvoir d'achat qui s'accroît au fil des années.

Mais le gouvernement reste sourd à cette légitime revendication et renvoie à février 2016 des négociations sur ce point, dans le cadre de l'accord sur l'avenir de la Fonction publique - parcours professionnels, carrières et rémunérations (AFP-PPCR), pour une application en 2017...année d'une certaine élection...

Notre organisation syndicale étudie de très près cet accord, mais pour FORCE OUVRIERE **le dégel immédiat de la valeur du point d'indice est indispensable, et reste la seule mesure concrète pour revaloriser le pouvoir d'achat des fonctionnaires et maintenir le niveau des pensions.**



On vous en demande toujours plus...N'hésitez plus, répondez :

"j attends le dégel" ☺



Taux de promotions 2015-2017 Blocage à tous les étages !

L'arrêté fixant le taux de promotions intracatégorielles (changement de grade) pour les années 2015-2017 est enfin paru au Journal Officiel du 6 août 2015.

A cette occasion, FO Finances a dénoncé la nouvelle baisse de promotions internes que le ministère a présenté au nom de sa politique d'austérité budgétaire.

Alors qu'en comparaison avec l'année 2014, le nombre de promouvables en 2017 sera en progression pour la catégorie **A** de 10% et pour les **B** de 11,5%, **le nombre de promotions prévues amènera à une baisse respective de 36 et 9% !**

Pour la catégorie **C**, si le nombre de promouvables baissera de 9% (conséquence des baisses de recrutement dans cette catégorie), **le nombre de promus s'affaîssera de 28% !!**

Après les suppressions d'emplois ininterrompues depuis maintenant 15 ans, après les restructurations massives en cours et à venir, après le gel de la valeur du point d'indice depuis juillet 2010, voici donc maintenant le blocage programmé des déroulements de carrière avec des taux de promotions internes historiquement bas.

Décidément, les agents des Finances sont bien devenus la variable d'ajustement privilégiée de ce gouvernement dans sa politique d'austérité.

Nos ministres ont une curieuse conception de la reconnaissance du professionnalisme de leurs personnels qu'ils ne cessent de vanter dans leurs discours.

Les paroles sont une chose, seuls les actes comptent!

NOUVELLES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS A BERCY

La France de demain sera-t-elle la Grèce d'aujourd'hui ?

En France, pas un jour ne se passe sans que nos ministres ne vantent, à juste titre, le savoir-faire, la technicité, et la qualification des personnels en charge des missions fiscales et économiques.

Paradoxalement, dans une période de crise, telle que nous la connaissons depuis 2008, où on ne cesse d'attirer l'attention sur l'accroissement de la dette publique, il est curieux, pour ne pas dire plus, de constater avec quel acharnement les gouvernements successifs s'appliquent à détruire l'emploi et diminuer les moyens de fonctionnement des services en charge de recouvrer les créances fiscales et de contrôler la régularité des déclarations.

Dernier exemple, **les ministères économiques et financiers** devraient être les principaux contributeurs aux **suppressions d'emplois** dans le projet de Loi de Finances 2016, avec **2 548 supplémentaires**.

Elles viennent se rajouter aux 35 000 recensées depuis dix ans ! Inacceptable !

Voilà des années que FO Finances alerte sur les conséquences de cette course, sans limite et non justifiée, aux suppressions d'emplois.

Face à cette situation, les ministres de Bercy se refusent à dévoiler des plans cachés de fermetures massives de postes et services des Finances publiques et des Douanes !

Pour preuve, ils refusent obstinément de dévoiler aux représentants du personnel, une cartographie nationale de leurs projets destructeurs.

Il est vrai que de tels projets, créant de nouveaux déserts de services publics, pourraient être très mal perçus, à quelques mois d'un scrutin politique, par les citoyens mais aussi par les élus.

Comme si tout cela ne suffisait pas, l'annonce de la mise en œuvre de la retenue à la source de l'impôt sur le revenu, est venue jeter le désarroi parmi les personnels des Finances publiques.

Pourquoi modifier un système qui a démontré toute sa pertinence avec 98 % de taux de recouvrement, si ce n'est pour justifier la réduction des effectifs ?

La France de demain sera-t-elle la Grèce d'aujourd'hui ?

Messieurs les Ministres, voulez-vous que nos administrations fiscales, douanières et de protection du consommateur soient demain celles de la Grèce d'aujourd'hui ?

Vous seriez bien inspirés de regarder de plus près comment vos collègues canadiens ont mis en œuvre leur réforme de l'État au début des années 2000. Dans ce pays, le seul ministère qui n'a pas subi de suppressions d'emplois, c'est celui de l'Économie et des Finances.

Vos homologues d'Outre-Atlantique ont bien compris que la base d'un redressement économique passe prioritairement par des rentrées fiscales assurées et des contrôles renforcés.

Pour un service public fiscal, économique et douanier fort, permettant d'assumer ses missions de recouvrement et de contrôle, l'urgence est à l'arrêt des suppressions d'emplois et au recrutement ! !



AIE CONFIANCE...PSSSSIIITTTT AIE CONFIIIAAANNCCCEEE.....

L'annonce du prélèvement à la source est maintenant officielle et sa mise en place a un calendrier. La DG s'y prépare tous les jours un peu plus...

Nos gouvernants, après plusieurs tergiversations, ont expliqué que c'était le nec plus ultra, passant sous silence, tous les éléments positifs du système actuel.



Bruno Parent DGFIP y va aussi de son couplet hypnotique par des déclarations sur Ulysse en assurant, en substance, que cela ne se traduira pas par des suppressions d'emplois. Au contraire même, nous a-t-on expliqué au CTL de juin ...
...ben tiens... !!!

Prélèvement à la source :
il n'y aura pas de suppression d'emplois....ayeeeee confianccce....
vous avez confianccce,
n'est ccce pas ????.



Si tu vas à Berlin...



A lui la finale de Ligue des champions Barça-Juve avec ses fils, en jet d'Etat...

A nous les suppressions d'emplois et les coupes budgétaires...

Heureusement, l'Euro de basket se passe en France ! !

Pour la Coupe du monde de Rugby en Angleterre, on verra...en même temps il n'y a pas d'équipe catalane...

